



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 28 août au 3 septembre 2020

Le 4 septembre 2020

Résumé

Afghanistan : Dans le cadre d'une réunion du Processus d'Istanbul, le Chef de la mission résidente de la BAsD souligne le soutien clé apporté par son Institution à la coopération et à l'intégration régionale du pays.

Bangladesh: Les échanges commerciaux bilatéraux en baisse de 26 % sur le premier semestre 2020. Le Bangladesh ne progresse plus en matière d'innovation. La finance verte connaît une légère augmentation en 2019-20 (+6%) mais sa part reste inférieure à 2% des prêts décaissés. Le port de Chittagong au 58ème rang mondial pour le trafic de conteneurs.

Bhoutan : Le pays revoit ses projections de croissance à la baisse pour l'exercice budgétaire 2020/21.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques et financiers* : Le PIB réel se contracte de 23,9% en g.a au 1^{er} trimestre de l'exercice budgétaire 2020-21. Retour de l'indice PMI pour le secteur manufacturier en territoire positif en août, à 52, après 4 mois sous la barre des 50. Les États fédérés confrontés à un déficit de recettes de TVA. *Autres informations* : La Banque centrale indienne (RBI) en faveur d'un renforcement (temporaire ?) de la roupie pour aider à contenir l'inflation importée. Son Gouverneur considère par ailleurs que la RBI n'a pas épuisé toutes les options possibles en matière de politique monétaire et qu'une marge de manœuvre subsiste pour réduire les taux.

Maldives : Effondrement du tourisme du fait de la pandémie du COVID-19.

Népal : Le secrétaire aux Finances et le Chef de la mission résidente de la BAsD signent un accord pour un prêt concessionnel de 200 M USD et un cofinancement de 35 M USD proposé par le gouvernement norvégien. Le gouvernement népalais prévoit la création de quelques 200 000 emplois sur 100 jours. L'impact du COVID-19 sur le tourisme religieux est sous-estimé.

Pakistan : Ralentissement de l'inflation en août. Progression de la collecte fiscale sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21. Le Premier ministre alerte sur le poids des retraites dans la dépense publique. Lancement d'une nouvelle stratégie de promotion des investissements sur les trois prochaines années (2020 – 2023). Adoption d'une politique énergétique qui entend favoriser le développement des énergies renouvelables.

Sri Lanka : Hausse du déficit et de la dette publique au cours du premier semestre 2020. Amélioration sensible de la confiance des chefs d'entreprises en août. Niveau stable de l'inflation en août à 4,2%.



AFGHANISTAN

- **Dans le cadre d'une réunion virtuelle des hauts fonctionnaires des pays et organisations internationales impliquées dans le Processus d'Istanbul** et présidée par le vice-ministre des Affaires étrangères Mirwais Nab, **le Chef de la mission résidente de la Banque asiatique de développement en Afghanistan a souligné le soutien clé de la BAsD à la coopération et à l'intégration régionale du pays.** Les Hauts représentants des pays donateurs et des agences internationales de développement présents ont également discuté de la coopération régionale, du soutien à la lutte contre le COVID-19 et des progrès du processus de paix en Afghanistan.

BANGLADESH

- **Les échanges commerciaux bilatéraux en baisse de 26% sur le 1er semestre 2020.** La pandémie de la Covid-19 a eu un impact significatif sur nos échanges de biens sur les 6 premiers mois 2020. Selon les douanes françaises, nos exportations à destination du Bangladesh (116 M€) baissent de 22% en comparaison du 1^{er} semestre 2019, nos importations (1 131 M€) reculent de 27%, et nos échanges bilatéraux de 26% (1 247 M€). Le déficit structurel de nos échanges, lié à l'importance du Bangladesh comme fournisseur d'articles de confection, se contracte de 27%, à 1 015 M€.

Dans la zone Asie du sud, le Bangladesh est notre 3^{ème} client, derrière l'Inde (1 642 M€ sur le 1^{er} semestre) et le Pakistan (147 M€), devant Sri Lanka (28 M€), voire Myanmar (26 M€). Sur l'année 2019, nos exportations se sont élevées à 263 M€, loin derrière l'Inde (5 358 M€) et le Pakistan (396 M€), mais devant Sri Lanka (116 M€) et Myanmar (149 M€).

France-Bangladesh (€)	6 mois 2019	6 mois 2020	évolution
export	149 281 303	115 996 458	-22,3%
import	1 540 762 779	1 131 038 602	-26,6%
échanges	1 690 044 082	1 247 035 060	-26,2%
solde	-1 391 481 476	-1 015 042 144	-27%

6 mois 2020 (en €)	export	import	échanges	solde
Inde	1 642 484 032	2 432 027 482	4 074 511 514	-789 543 450
Bangladesh	115 996 458	1 131 038 602	1 247 035 060	-1 015 042 144
Pakistan	147 038 683	423 001 931	570 040 614	-275 963 248
Sri Lanka	27 833 845	139 146 378	166 980 223	-111 312 533
Myanmar	26 160 388	165 902 031	192 062 419	-139 741 643

Source : douanes françaises

- **Le Bangladesh ne progresse plus en matière d'innovation.** Le palmarès 2020 de l'indice global d'innovation (GII [globalinnovationindex](https://www.globalinnovationindex.com/)) place le Bangladesh à la 116^{ème} place sur 131 pays. Classé 98^{ème} en 2007 lors de la 1^{ère} édition, le Bangladesh n'a cessé de reculer depuis et ne progresse plus depuis 3 ans, en décalage complet avec la taille de son économie.



L'Inde figure au 48^{ème} rang et gagne 4 places, devant le Népal (95^{ème}), Sri Lanka (101^{ème}), et le Pakistan (107^{ème}) ; les autres pays de la sous-région ne sont pas classés. Le Vietnam et les Philippines figurent dans le Top 50.

Au niveau mondial, la Suisse, la Suède et les Etats-Unis conservent les 3 premières places. Le Global Innovation Index rassemble 80 indicateurs ; il a été conçu par la *Cornell University*, l'INSEAD et l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WIPO).

- **La finance verte connaît une légère augmentation en 2019-20 (+6%) mais sa part reste inférieure à 2% des prêts décaissés.** Malgré la crise du coronavirus et un plongeon de -17% au dernier trimestre de l'année 2019-20, les prêts bancaires aux projets verts poursuivent leur progression (+6% sur l'exercice précédent), pour atteindre plus de 111 Mds Tk (1,1 Mds€).

Ce montant ne représente cependant que 1,4% de l'ensemble des décaissements (8 Mds TK), très loin de la cible de 5% fixée par la Banque Centrale dès 2014 et applicable depuis 2016.

Les hausses observées sur les deux dernières années s'expliquent principalement par la croissance inédite des prêts verts décaissés par les banques commerciales étrangères : ils ont été multipliés par 100 entre FY18 et FY19 pour atteindre 19,2 Mds Tk contre seulement 0,2 Mds Tk un an auparavant et ont à nouveau crû de 80% à 34 Mds Tk en 2019-20.

Les 9 banques étrangères présentes à Dhaka représentent dorénavant 30% de la finance verte et sont également les plus proches de la cible de 5%, la finance verte représentant 3,29% de leur portefeuille sur l'année échue. Toutefois, la majorité des fonds verts (70 Mds TK, 63%) vient toujours des banques privées bangladaises, qui ont totalisé 76% des décaissements globaux du secteur.

Ces résultats encourageants sont le fruit d'une politique volontariste de la *Bangladesh Bank*, lancée dès 2011. Elle est devenue membre du *Sustainable Banking Network* de l'IFC depuis sa création en 2012, bien avant l'adhésion d'autres institutions d'Asie du Sud telles que la Banque centrale pakistanaise (2015) ou l'Association indienne des banques (2016). Le Bangladesh a d'ailleurs joué un rôle moteur dans ce réseau et apparaît comme le pays dont le système de finance verte est le plus mature de la sous-région.

Le pays voit également le développement de mécanismes de financement innovant. En juin 2020, *HSBC* a été la première banque à introduire au Bangladesh le prêt à impact positif (*Sustainability Linked Loan*), un mécanisme innovant qui permet au client d'obtenir un taux d'intérêt réduit s'il parvient à atteindre certains objectifs de développement durable prédéfinis.

HSBC a ainsi prêté 116 M\$ au conglomérat local *Square Group* pour lui permettre d'améliorer son usage des énergies renouvelables. Avec un écosystème de start-ups émergent, le Bangladesh voit certaines start-ups vertes trouver des financements auprès des investisseurs en capital-risque, étrangers ou locaux. En juillet 2020, la jeune pousse *SOLshare*, qui facilite la vente des excédents d'électricité solaire entre particuliers, a levé 1,1 M\$ auprès de deux investisseurs en venture capital européennes : *Innogy New Ventures LLC* (Allemagne) et *EDP Ventures* (Portugal).



Décaissements bancaires en finance verte en 2019-20

	Finance verte (M Tk)	Contribution à la finance verte (%)	Décaissements totaux (M Tk)	Finance verte (% décaissements)
Banques publiques	1 909	2%	56 7213	0,34 %
Banques pub. spécialisées	10	0%	147 262	0,01 %
Banques privées	69 669	63%	6 159 132	1,13 %
Banques étrangères	34 332	31%	1 042 214	3,29 %
Institutions financières	5 295	5%	165 027	3,21 %
Total	111 215	100%	8 080 848	1,38%

Source : Bangladesh Bank ^[i]

- **Le port de Chittagong au 58^{ème} rang mondial pour le trafic de conteneurs.** Le palmarès 2019 de la Lloyd's place le port de Chittagong au 58^{ème} rang mondial pour le trafic de conteneurs. Chittagong se classait 64^{ème} en 2018. Shanghai conserve son 1^{er} rang mondial et les ports asiatiques occupent les 9 premières places (dont 7 chinois).

En Asie du sud, Colombo est 24^{ème}, devant les ports indiens de Jawaharlal Nehru (33^{ème}), Mundra (37^{ème}), et Karachi (85^{ème}).

Selon la *Lloyd's List*, le 1^{er} port bangladais a manutentionné en 2019 3,09 M de conteneurs EVP (équivalent vingt pieds), contre 2,90 M EVP en 2018, soit une hausse du trafic de 6,3%. 98% du trafic de conteneurs est réalisé via le port de Chittagong, où il représente 27% de son activité en volume, alors que le solde (2%) passe par le port de Mongla. Les importants projets d'infrastructures en cours (avec quatre nouveaux terminaux, dont trois en construction) vont sensiblement accroître les capacités de manutention.

Le plan stratégique de développement du port prévoit que le volume de marchandises transitant par le port devrait atteindre 124 millions de tonnes en 2043, pour 5 millions de conteneurs, voire plus.

BHOUTAN

- **Le Bhoutan revoit ses projections de croissance à la baisse pour l'exercice budgétaire 2020/21** en raison de la pandémie. Estimée à -2,3%, en juillet, la récession anticipée de l'économie bhoutanaise a été amplifiée à 6,7% pour l'exercice en cours. Les revenus du Royaume du Bhoutan reposent essentiellement sur les activités liées à la production hydroélectrique et au tourisme. Si la production hydroélectrique réalise plutôt de bonnes performances (cf. Brèves hebdomadaires de la semaine passée), l'activité touristique et commerciale est à l'arrêt depuis le début du confinement. Le gouvernement bhoutanais a notamment exprimé ses inquiétudes sur la capacité de l'économie à atteindre le revenu ciblé de 33Mds BTN (451 M USD) pour l'année budgétaire en cours et a revu les priorités du 12^{ème} plan quinquennal, concentré désormais sur la lutte contre le COVID 19.

**INDE****INDICATEURS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERS**

- **Le PIB réel se contracte de 23,9% en g.a au 1^{er} trimestre de l'exercice budgétaire 2020-21**, avec une activité économique très affectée par la pandémie. **Pour la période sous-revue, seul le secteur agricole (18% du PIB) maintient une croissance, avec 3,4% en g.a**, proche de sa croissance moyenne de long terme, contre 3% en g.a. au T1 2019 (et 5,9 % pour la période janvier-mars 2020, plus haut de huit trimestres). Cette bonne performance traduit, pour cette période, la meilleure résilience du monde rural à la dissémination de la pandémie. Les mesures d'aide immédiate et arrêtées par les autorités, notamment dans le cadre du paquet *Atmanirbhar Bharat Abhiyan* ainsi qu'une bonne période de mousson, ont ainsi permis de préserver l'essentiel.

Inversement, toutes les activités des secteurs secondaire et tertiaire enregistrent de mauvaises performances pour la période sous-revue. Le secteur de la **construction** est le premier touché avec une chute de 50% en g.a. au T1 2020/21 (+5% en g.a. au T1 2019/20) et ne représente plus que 5% du PIB au T1 2020/21 contre 8% du PIB un an plus tôt. L'explication tient surtout au fait que la construction demeure une activité à forte intensité de main-d'œuvre et très dépendante, en Inde, des travailleurs migrants, dont la plupart ont été contraints de retourner dans leurs Etats d'origine au moment du confinement.

Le choc d'offre concerne également **l'activité manufacturière** (14% du PIB au T1 2020/21), qui ralentit de 39% en g.a. contre une expansion de 3% en g.a. au T1 2019/20. Pareillement, **l'activité minière** qui représente 3% du PIB, diminue de 23% en g.a. alors qu'elle était en croissance de 5% en g.a. au T1 2019/20. La production d'électricité, de gaz et la fourniture d'eau (3% du PIB au T1 2020) baisse de 7% en g.a. contre + 9 % en g.a. au T1 2019.

Pour le secteur tertiaire plus spécifiquement, l'activité commerciale, touristique, de transport et de communication décroît de 47% en g.a. contre une hausse de 3% en g.a. au T1 2019/20. Par ailleurs l'immobilier et les activités financières se contractent de 5% en g.a, après une croissance de 6% en g.a. au T1 2019/20.

Selon l'optique des dépenses, **la croissance a été freinée par le ralentissement marqué de la consommation privée et de l'investissement ; seules les dépenses des administrations publiques sont en hausse (+16,4%).**

Cette dernière composante tient du volet de politique budgétaire contra cyclique du plan global de soutien à l'économie indienne, annoncé par le Premier ministre en mai dernier. Il s'est traduit par une augmentation de 0,3 % du PIB des dépenses des administrations publiques au T1 2020/21 (4 900 Mds INR au T1 2020 contre 4 200 Mds INR au T1 2019/20).

Inversement, **les dépenses de consommation, première composante du PIB à 54%, se sont contractées de 27% en g.a.** De même, la contraction des investissements témoigne de la mise à l'arrêt de l'économie indienne au T1 2020. Les investissements diminuent de 47% en g.a. et ne représentent plus que 22% du PIB contre 32% au T1 2019.

A l'identique, **l'activité de crédit se réduit au T1 2020.** En effet, si l'évolution des dépôts bancaires reste stable, 10,4% en g.a. au T1 2019 et 9,6% en g.a. au T1 2020, la croissance du crédit bancaire ralentit à 6% en g.a. contre 12% en g.a. au T1 2019.



- **Les États fédérés confrontés à un déficit de recettes de TVA d'environ 3 000 Mds INR (34,5 Mds€), alors que la perception de la taxe de compensation, mise en place depuis 2017, ne devrait être que de 650 Mds INR (7,5 Mds€),** soit une impasse de 2 350 Mds INR (27 Mds€). Selon la ministre des Finances, seul un déficit de 970 Mds INR (soit 11,14 Mds€) peut être attribué à la mise en œuvre de la GST, la différence provenant de l'impact du COVID-19. Deux options pour couvrir le manque à gagner : n'emprunter que le manque à gagner de 970 Mds INR par le biais d'une fenêtre d'emprunt spéciale avec la RBI, soit la totalité du manque à gagner de 2 350 Mds INR. Les États qui opteront pour le 1^{er} cas pourraient bénéficier d'un certain assouplissement des conditions de relèvement du plafond d'emprunt prévu dans le cadre de la loi sur la Responsabilité budgétaire (FRBM).
- **Retour de l'indice PMI pour le secteur manufacturier en territoire positif en août, à 52, après 4 mois sous la barre des 50** (séparation entre croissance et contraction). Cette évolution s'explique par le rebond des volumes de production, dans un contexte d'amélioration de la demande suite à la reprise de certaines activités commerciales. Toutefois, malgré la reprise des nouvelles commandes, les suppressions d'emplois n'ont pas cessé dans ce secteur car la relocalisation des employés liée à la pandémie du Covid 19 s'est souvent traduite par des réductions d'effectifs. L'enquête mensuelle souligne aussi que la baisse des exportations étrangères a légèrement pesé sur les nouvelles commandes globales en raison d'une demande très modérée de l'extérieur. S'agissant des coûts, la hausse de ceux des matières premières, liée à la raréfaction des fournisseurs et aux retards dans les transports en raison de la pandémie, a entraîné un relèvement des prix des intrants en août.

AUTRES INFORMATIONS

- **La Banque centrale indienne (RBI) en faveur d'un renforcement (temporaire ?) de la roupie pour aider contenir l'inflation importée.** La RBI, qui s'est abstenue d'intervenir récemment sur le marché des devises dans un contexte d'entrées irrégulières en provenance de l'étranger, a tenu à préciser que «la récente appréciation de la roupie visait à contenir les pressions inflationnistes importées». La Banque centrale indienne limite généralement ses commentaires sur la roupie à la manière dont elle s'engage à ne pas laisser la volatilité trop influencer sur le taux de change de la devise nationale et à rappeler qu'elle ne poursuit aucun autre objectif. Le « rallye » récent de la roupie (1% ce mardi, après une progression de 2% la semaine dernière) permettrait donc à la RBI de conserver une certaine marge de manœuvre pour continuer sa politique monétaire accommodante et faciliter le retour au respect de la cible d'inflation (dont la limite supérieure de la fourchette de 2% à 6% a été dépassée récemment).
- **Le Gouverneur considère par ailleurs que la RBI n'a pas épuisé toutes les options possibles en matière de politique monétaire et qu'elle possède encore de la marge pour réduire les taux.** Confrontée à une hausse des rendements des obligations d'État, en raison notamment de craintes d'une forte inflation, la RBI a annoncé une nouvelle série de ventes et d'achats simultanés de titres d'État.

MALDIVES

- **Effondrement du tourisme du fait de la pandémie du COVID-19.** Au cours du premier semestre 2020, les Maldives ont accueilli 392 673 touristes, soit une chute de -55,4% en glissement annuel. Les trois premiers pays émetteurs sont respectivement l'Italie (44 612



visiteurs ; - 40,7% en g.a) ; l'Inde (34 862 ; -57,6%) et la Chine (33 889 ; -75,8%). La France se classe à la 7^{ème} position avec 21 784 visiteurs au S1 2019, soit -41,7% en g.a, pour une part de marché de 5,7%. Selon le ministère du tourisme, seuls 27 établissements touristiques étaient en opérations en juin contre 941 en janvier. Les recettes fiscales liées à l'activité touristique se sont effondrées à 753,8 M USD au S1 2020 contre 1,7 Md USD sur la période équivalente en 2019, soit une chute de -55,6%. Le tourisme compte, de manière directe et indirecte, pour 66% du PIB de l'archipel. Les autorités maldiviennes ont rouvert le pays le 15 juillet à l'ensemble des touristes étrangers. Les arrivées avaient été suspendues le 27 mars à cause de la pandémie du COVID-19.

NEPAL

- **Le secrétaire aux Finances du Népal, Gouverneur suppléant de la Banque asiatique de développement, Sishir Kumar Dhungana, et le Chef de la mission résidente de la BASD ont signé un accord pour un prêt concessionnel de 200 M USD et un cofinancement de 35 M USD proposé par le gouvernement norvégien.** Ces facilités visent à renforcer le réseau de transport et de distribution d'électricité de la SASEC. Le projet appuiera le renforcement et la modernisation de l'alimentation électrique à Katmandou et au-delà, notamment dans la province 2. Il vise aussi le renforcement des lignes de transmission d'énergie hydroélectrique, tant pour la consommation intérieure, que pour l'exportation vers les pays voisins.
- **Le gouvernement népalais prévoit la création de quelques 200 000 emplois sur 100 jours.** Cette initiative s'inscrit dans le programme pour l'emploi du Premier ministre et devrait être mis en œuvre au cours de l'actuel exercice budgétaire. Il cible les personnes entre 15 et 59 ans sans aucune opportunité d'emplois. Ce programme, de l'ordre de 98 M USD, fait partie intégrante du plan gouvernemental pour la création de 500 000 emplois sur l'exercice en cours.
- **L'impact du COVID-19 sur le tourisme religieux sous-estimé.** Alors que le gouvernement avait mis en œuvre le programme *Visit Nepal 2020*, l'épidémie de COVID-19 a engendré l'annulation de nombreux événements religieux et donc de pèlerinages. Or, si le tourisme religieux constitue le deuxième secteur touristique au Népal (derrière l'alpinisme), il ne bénéficie que d'un faible soutien par les autorités ; à l'identique, peu de données fiables sont disponibles pour mesurer l'impact de la pandémie sur ce secteur.

PAKISTAN

- **Ralentissement de l'inflation en août.** L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 8,2 % en glissement annuel, à comparer à 9,3 % en juillet. Il progresse toutefois de 0,6 % par rapport au mois précédent (après +2,5 % un mois plus tôt). Le léger ralentissement de l'inflation en août s'explique principalement par la chute des prix des produits alimentaires périssables (-9,8 % en glissement mensuel). L'inflation moyenne s'établit à 8,7 % au cours des deux premiers mois de l'exercice 2020/21 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021), à comparer à 9,4 % sur la période considérée en 2018/19.

L'inflation sous-jacente (hors énergie et denrées alimentaires) progresse quant à elle à 5,6 % et à 7,6 % en glissement annuel respectivement en milieux urbain et rural en août 2020.

- **Progression de la collecte fiscale sur les deux premiers mois de l'exercice 2020/21** (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021). Selon un communiqué de presse, l'administration fiscale (FBR) aurait collecté 593 Mds PKR (3,6 Mds USD) d'impôts et taxes en juillet et en août 2020 (nets des



remboursements effectués), dépassant ainsi l'objectif de 551 Mds PKR qu'elle s'était fixée (résultats supérieur à la cible de 7,6 %).

Ce montant n'est toutefois supérieur à la collecte de l'année précédente qu'à hauteur de 1,2 %. Pour mémoire, la cible pour la collecte fiscale sur l'exercice budgétaire en cours a été fixée à 4 963 Mds PKR, soit +14,5 % par rapport à la collecte effective de 2018/19.

Le Premier ministre alerte sur le poids des retraites dans la dépense publique. Le montant total des dépenses de retraites du secteur public s'établit à 1 057 Mds PKR (6,6 Mds USD) en 2019/20, à savoir :

447 Mds PKR au niveau fédéral (76 % de ce montant concernent les militaires) ;

500 Mds PKR au niveau provincial (dont 47,4 % pour le Pendjab et 29 % pour le Sind) ;

110 Mds PKR pour les entreprises publiques, dont 36,6 % pour les seuls anciens employés des chemins de fer.

Au niveau fédéral, le montant consacré aux retraites du personnel militaire a été multiplié par sept entre 2007/08 et 2019/20, quand le budget de la défense n'a été multiplié que par cinq. S'agissant des agents civils, les versements effectués au titre des retraites ont été multipliés par six sur la période considérée quand les ressources publiques disponibles sont seulement trois fois plus importantes. Si les dépenses de retraites comptent pour seulement 4 % du budget fédéral (hors dépenses liées au service de la dette publique et au budget de la défense), elles représentent 23 % du budget de la défense du pays et respectivement 20 % et 16 % des budgets des gouvernements provinciaux du Pendjab du Sind.

- **Lancement d'une nouvelle stratégie de promotion des investissements sur les trois prochaines années (2020 – 2023).** Le Bureau fédéral des investissements (*Board of Investment*, BOI) a fixé la cible d'investissements directs étrangers à 4 Mds USD pour 2020/21, 4,5 Mds USD pour 2021/22 et 5 Mds pour 2022/23. Cinq secteurs prioritaires ont été identifiés par les autorités, à savoir l'alimentation et les boissons, le textile à haute valeur ajoutée, les technologies de l'information ainsi que l'industrie automobile et les pièces détachées. Pour mémoire, les flux nets d'IDE s'élevaient à seulement 2,6 Mds USD sur l'exercice 2019/20, soit seulement 1 % du PIB du Pakistan.
- **Adoption d'une politique énergétique qui entend favoriser le développement des énergies renouvelables.** The *Alternative and Renewable Energy* (ARE) Policy 2020 prévoit une augmentation de la part des sources d'énergies renouvelables (hors gros hydraulique) à 20 % du mix énergétique d'ici 2025 et à 30 % d'ici 2030, à comparer à environ 5 % actuellement. Cela permettrait notamment de diversifier le mix énergétique et de réduire le coût économique et environnemental associé à la production d'électricité. La nouvelle législation propose un nouveau régime d'avantages fiscaux aux investisseurs, prévoit la généralisation du recours aux appels d'offres pour les processus de passation de marché et encourage les transferts de technologie.

SRI LANKA

- **Hausse du déficit et de la dette publique au cours du premier semestre 2020.** Les recettes publiques (qui incluent les dons) ont été de 665,5 Mds LKR sur la période janvier-juin 2020 (soit -25,1% en g.a), dont 580,8 Mds LKR de recettes fiscales. Les recettes publiques (hors dons) sur la période considérée représentaient 4,2% du PIB contre 5,9% au S1 2019. Les dépenses publiques ont quant à elles très légèrement diminué au premier semestre 2020 (-0,7%),



à 1401,2 Mds LKR, contre 1410,3 Mds au S1 2019. Par conséquent, le déficit a atteint 735,7 Mds LKR sur la période, soit 4,7% du PIB contre 3,5% lors de la période équivalente l'an dernier. La dette de l'Etat central est de 14 052,2 Mds LKR à la fin juin 2020, soit 89,5% du PIB, contre 13 031,5 Mds LKR à la fin 2019.

- **Amélioration sensible de la confiance des chefs d'entreprises en août.** L'indice qui mesure le degré de confiance du secteur économique (*Business Confidence Index* - BCI), publié par *LMD- Nielsen*, marque une augmentation sensible. Celui-ci a atteint 117 en août, soit un gain de +20 points par rapport au mois précédent. La reprise des activités économiques ainsi qu'une pandémie pour le moment sous contrôle dans le pays ont permis une importante amélioration de la confiance des chefs d'entreprises. Pour rappel, sur les 12 mois précédents, le niveau le plus bas a été de 89 points, enregistré en mai 2020 du fait d'un couvre-feu strict alors en vigueur. La moyenne de l'indice au cours des 12 derniers mois est de 121.
- **Niveau stable de l'inflation en août à 4,2%.** Le taux d'inflation mesuré par le *Colombo Consumer Price Index* (CCPI, base 100 en 2013) s'élevait à +4,1% en glissement annuel en août (contre +4,2% en juillet et +3,9% en juin). La hausse des prix des biens alimentaires s'est accélérée en août à +12,3% en g.a (contre +10,9% en juillet et +10% en juin 2020). Par rapport au mois précédent de juillet, cette catégorie de biens a contribué positivement à l'inflation, à hauteur de +0,3%. La hausse des prix des biens non-alimentaires poursuit son ralentissement à +0,8% en g.a. (contre +1,5% en juillet et +1,4% en juin). Par rapport au mois précédent, cette catégorie de biens a contribué négativement à l'inflation, à -0,2% en août. L'inflation CCPI au cours des 12 derniers mois s'établit en moyenne à +4,8%.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, S. Lefez, P-H. Lenfant, D. Simon, A. Boitière, J. Deur et H. Lafond.

Version du 04/09/2020

^[i] Publications annuelles : <https://www.bb.org.bd/pub/annual/anreport/ar1819/chap6.pdf>

et publications trimestrielles : https://www.bb.org.bd/pub/quarterly/greenbanking/greenbanking_aprjun2020.pdf